

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 17/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERS ET METAUX**

29 rue de la Gare  
70220 Fougerolles-Saint-Valbert

Références : UID257090/SPR/EDB 2024 - 1122A  
Code AIOT : 0005901151

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement FERS ET METAUX implanté 29 rue de la Gare 70220 Fougerolles-Saint-Valbert. L'inspection a été annoncée le 10/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a pour objectif premier le récolement de la mise en demeure actée par arrêté préfectoral n°70-2022-12-09-00001 du 9 décembre 2022.

Elle s'inscrit également dans le cadre des actions nationales de l'inspection des installations classées suivantes :

- Gestion des déchets électriques et électroniques ;
- Traçabilité des déchets - utilisation de Trackdéchets;
- Connues sous le nom de PFAS, les per- et polyfluoroalkylées sont des substances aux propriétés chimiques spécifiques, utilisées dans de nombreux domaines industriels et

produits de la vie courante. L'action ministérielle traduite par l'AMPG du 20 juin 2023 a pour objectif d'identifier qui rejette quoi et en quelle quantité.  
Cette visite a été annoncée par courriel du 10 octobre 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERS ET METAUX
- 29 rue de la Gare 70220 Fougerolles-Saint-Valbert
- Code AIOT : 0005901151
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Fers et Métaux est spécialisée dans l'achat, la vente, le transport, le stockage et le traitement de matériaux de récupération, métaux ferreux ou non ferreux, papiers, cartons, bois, plastiques, chiffons.

Elle est autorisée à exploiter un chantier de récupération et de traitement des métaux ferreux et non ferreux sur la commune de Fougerolles. Elle y exerce également une activité de tri/transit de déchets non dangereux.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- AN24 Trafic D3E

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                  | Référence réglementaire                                    | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 4  | Récolement mise en demeure                         | AP de Mise en Demeure du 09/12/2022, article 2             | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 5  | Récolement mise en demeure                         | AP de Mise en Demeure du 09/12/2022, article 2             | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 7  | Rétention des eaux en cas de sinistre              | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 IV            | Demande d'action corrective  | 9 mois                |
| 8  | Liste des substances PFAS                          | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2                | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 15 | Contrat avec un éco-organisme                      | Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1 | Demande d'action corrective  | 2 mois                |
| 16 | Dispositions minimales dans contrat-type avec éco- | Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I         | Demande d'action corrective  | 2 mois                |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|-------------------------|--|-----------------------|
|    | organisme agréé   |                         |  |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                      | Référence réglementaire  | Autre information        |
|----|--|--|--------------------------|
| 1  | Récolement mise en demeure                             | AP de Mise en Demeure du 09/12/2022, article 1                                 | Levée de mise en demeure |
| 2  | Récolement mise en demeure                             | AP de Mise en Demeure du 09/12/2022, article 2                                 | Levée de mise en demeure |
| 3  | Récolement mise en demeure                             | AP de Mise en Demeure du 09/12/2022, article 2                                 | Levée de mise en demeure |
| 6  | Récolement mise en demeure                             | AP de Mise en Demeure du 09/12/2022, article 2                                 | Levée de mise en demeure |
| 9  | Réalisation des campagnes d'analyse                    | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3                                    | Sans objet               |
| 10 | Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse   | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4                                    | Sans objet               |
| 11 | Prélèvement et analyses PFAS                           | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4                                    | Sans objet               |
| 12 | Déclaration des résultats GIDAF                        | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4                                    | Sans objet               |
| 13 | Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE      | Code de l'environnement du 01/01/2019, article R511-9, L512-1, L512-7 & L512-8 | Sans objet               |
| 14 | Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45                       | Sans objet               |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé des actions correctives afin de parvenir à un retour à la conformité.

L'exploitant est dans une démarche d'amélioration et a fait preuve de réactivité suite aux remarques évoquées lors de la présente visite.

2 non-conformités ont été relevées relatives à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 décembre 2022 :

- la dernière mesure de bruit met en évidence des dépassements en zone à émergence 1 et en limite de site 3.
- la dernière mesure des rejets atmosphériques du broyeur date de plus de 6 mois et ne comprend pas les paramètres retardateurs de flamme bromés, PCB de type dioxine, COVT et PCDD/FF.

Etant donnée les mesures correctives qui sont en cours de réalisation (mur anti-bruit en construction et bon de commande des mesures de rejets atmosphériques), il n'est pas proposé de suite administrative.

L'exploitant veillera à communiquer à l'inspection les justificatifs de la réalisation des mesures correctives dès réception. Ces éléments, s'ils permettent de confirmer le retour à la conformité sur ces deux points, permettront de lever l'ensemble de la mise en demeure du 9 décembre 2022.

1 non-conformité a été relevée par rapport à la visite sur le terrain :

- le site ne dispose pas de moyens de confinement des eaux d'extinction.

1 non-conformité a été relevée concernant l'action nationale sur les PFAS :

- l'exploitant n'a pas présenté de liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation.

2 non-conformités ont été relevées concernant l'action nationale sur la gestion des déchets électriques et électroniques (DEEE) :

- le site gère des DEEE mais n'a pas contractualisé avec un éco-organisme;
- le site ne respecte pas toutes les exigences liées à la gestion des DEEE.

Considérant les engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les réponses de l'exploitant et les résultats des actions correctives guideront la décision pour le moment suspendue.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Récolement mise en demeure

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/12/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Régularisation de la situation administrative   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La SAS FERS ET METAUX, exploitant une installation spécialisée dans la récupération de métaux ferreux et non ferreux, le transit de déchets industriels banals et spéciaux, sise Place de la Gare sur la commune de Fougerolles (70220), est mise en demeure de régulariser sa situation administrative dans un délai de 3 mois conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement. À cet effet, la société FERS ET METAUX devra : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit déposer un dossier de « porter à connaissance » relatif à l'extension de son activité avec tous les éléments d'appréciation ;</li><li>• soit cesser son activité sur ces parcelles et procéder à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement.</li></ul> |

|  |
|--|
| <p>Les délais intermédiaires pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la présente mise en demeure ;</li> <li>• dans le cas où il opte pour la cessation d'activité sur les parcelles non autorisées, celle-ci doit être effective dans les deux mois suivants la notification du présent arrêté de mise en demeure, et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues à l'article R512-75-1 du code de l'environnement.</li> </ul>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 12 octobre 2022, la société Fers et Métaux a déposé un porter à connaissance pour augmenter les capacités de transit et regroupement de son installation pour le stockage de batterie. Un second dossier de porter à connaissance a été déposé le 30 mars 2023, complété le 28 septembre 2023, afin de préciser le premier dossier de 2022 et régulariser la situation administrative suite à la mise à en demeure du 9 décembre 2022.</p> <p>Ces dossiers ont fait l'objet d'une instruction donnant lieu à un rapport de recevabilité en date du 15/02/2024.</p> <p>La demande a été portée à la connaissance du public par voie électronique du 2 mai 2024 au 16 mai 2024.</p> <p>Les modifications examinées conduisent l'inspection des installations classées à proposer un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires qui sera soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) le 5 décembre 2024.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>   |

**N° 2 : Récolement mise en demeure**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/12/2022, article 2</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Hauteur des stocks de déchets</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS FERS ET METAUX, exploitant une installation spécialisée dans la récupération de métaux ferreux et non ferreux, le transit de déchets industriels banals et spéciaux, sise Place de la Gare sur la commune de Fougerolles (70220), est mise en demeure de respecter, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement :</p> <p>dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 13 IV de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, en abaissant la hauteur des stocks, situés à moins de 100 mètres des bâtiments à usage d'habitation, à 3 mètres maximum.</p> <p>Rappel de l'article 13 IV de l'AM du 06/06/2018 : « Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation.</p> <p>Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>   |

L'inspection des installations a constaté lors de sa visite du 19/10/2022 que certains stocks de déchets sont entreposés à moins de 100 mètres de bâtiments à usage d'habitation et mesuraient 6 mètres de hauteur au lieu de 3 mètres.

Dans le cadre de sa régularisation (porter à connaissance déposé en 2023), l'exploitant sollicite un aménagement à la prescription pour les stocks situés à droite de l'entrée (stocks A et B).

Dans son dossier l'exploitant s'est engagé à diminuer la hauteur à 3 mètres des autres stocks.

Concernant le stock A, il s'agit d'un stock d'acier inoxydable dont la valeur économique est relativement forte. L'exploitant souhaite maintenir un stock tampon suffisant sur son site afin d'absorber la volatilité des prix de l'inox qui impacte la demande des sidérurgistes et donc les ventes. Maintenir un stock tampon suffisant permet de lisser les ventes sur l'année en fonction des fluctuations de prix. La place sur le site étant restreinte, il n'est pas possible de l'étaler et nécessite donc d'être une hauteur de 6 mètres. Afin de limiter l'impact paysager, l'exploitant propose en mesure compensatoire de diminuer à 3 mètres la partie de ce stock visible depuis la route et les habitations (partie Ouest du stock). Les autres parties du stock ne sont pas visibles car cachées par le bâtiment de l'ancienne gare et prochainement par un mur anti-bruit.

Ces mesures de compensation permettent d'atteindre l'objectif d'intégration paysagère de la prescription ministérielle.

Concernant le stock B, il s'agit d'un stock de ferraille cisaillée avec des demandes de livraison de quantités importantes pouvant être relativement espacées dans le temps. Ce stock B, actuellement d'une hauteur de 6 mètres, n'est pas visible depuis la route ou les habitations à moins de 100 mètres. L'objectif d'intégration paysagère est donc atteint sans mesure de compensation, du simple fait de la topographie du site, de la présence d'un mur en limite de site et de l'implantation du stock par rapport aux habitations.

Considérant l'absence d'impact paysager sur les habitations à moins de 100 mètres des stocks concernés par la demande d'aménagement, l'inspection a proposé dans son rapport au CODERST du 1<sup>er</sup> octobre 2024 de donner une suite favorable à la demande d'aménagement de la prescription du 3<sup>e</sup> alinéa du IV de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018.

Lors de la visite il a été constaté que le stock A à droite de l'entrée du site a été abaissé à environ 3 m au niveau de sa partie visible. En l'absence de pige, il n'est pas possible d'évaluer exactement la hauteur. L'exploitant indique que le mur anti-bruit qui sera construit courant 2025 servira de pige.

Le stock B ne dépasse pas les 6 mètres de hauteur et les autres stocks ne dépassent pas 3 mètres.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 3 : Récolement mise en demeure

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 09/12/2022, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures de bruit

#### **Prescription contrôlée :**

La SAS FERS ET METAUX, exploitant une installation spécialisée dans la récupération de métaux ferreux et non ferreux, le transit de déchets industriels banals et spéciaux, sise Place de la Gare sur la commune de Fougerolles (70220), est mise en demeure de respecter, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement :

dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011, en réalisant des mesures de bruit, en limite de propriété et dans toutes les zones à émergence réglementée autour du site, dans le

respect des normes en vigueur. La méthode de mesure à utiliser est la méthode dite "d'expertise " définie au point 6 de la norme AFNOR NF S 31-010. La localisation des points de mesures ainsi que le choix du bureau d'étude devront être soumis préalablement à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Rappel de l'article 8.2.1 de l'AP du 23/12/2011 : « Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de délivrance de l'autorisation puis tous les 3 ans ainsi qu'à l'occasion de toute modification notable des Installations ou de leurs conditions d'exploitation, par un organisme où une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté aux points 1, 2, 3 et 4 indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander."

#### Constats :

L'exploitant a communiqué un rapport de mesure des niveaux sonores en date du 10/02/2023. Les mesures ont été réalisées par le bureau d'études Sciences Environnement. Le protocole de mesures pour le bruit a été communiqué à l'inspection des installations classées le 09/02/2023 et n'a pas appelé d'observation. L'inspection s'est rendue sur le site le jour des mesures le 10/02/2023 pour vérifier le respect du protocole et la localisation des points de mesure, ces éléments n'ont pas appelé d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Récolement mise en demeure

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 09/12/2022, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des valeurs limites de bruit

#### Prescription contrôlée :

La SAS FERS ET METAUX, exploitant une installation spécialisée dans la récupération de métaux ferreux et non ferreux, le transit de déchets industriels banals et spéciaux, sise Place de la Gare sur la commune de Fougerolles (70220), est mise en demeure de respecter, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement :

dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011, en respectant les valeurs limites de bruit en zone à émergence réglementée et en limite de site.

Rappel des articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'AP du 23/11/2011 :

Valeurs limites d'émergence :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluent le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|--|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)   | 6 dB(A)  | 4 dB(A)  |



|                              |         |         |
|------------------------------|---------|---------|
| inférieur ou égal à 45 dB(A) |         |         |
| Supérieur à 45 dB(A)         | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Niveaux limites de bruit :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

\* l'établissement ne fonctionne que de jour et seulement les jours ouvrables.

|         | Période de jour allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés (en dB(A) ) | Période de nuit allant de 22h à 7h, ainsi que dimanche et jours fériés (en dB(A) ) |
|---------|---|--|
| Point 1 | 70  | Sans objet *   |
| Point 2 | 54  | Sans objet *   |
| Point 3 | 50  | Sans objet *   |

### Constats :

Les mesures réalisées le 10/02/2023 ont mis en évidence les dépassements suivants :

- En zone à émergence réglementée « ZER-1 » (habitation à 130 m au Nord du site) : 6,5 dB(A) au lieu de 5 dB(A)
- En limite de site « LIM-3 » (limite Nord le long de la rivière la Combeauté) : 58 dB(A) au lieu de 50 dB(A)

Ce rapport met également en avant les évolutions de ces valeurs. En effet, des mesures correctives ont déjà été apportées ces dernières années pour diminuer les niveaux sonores :

- 2018 : Réalisation d'une enceinte autour du broyeur avec paroi double peau et laine de roche + réalisation d'un caisson autour du filtre à eau.
- 2019 : Mise en place d'un caisson autour de la « cascade » (retombée des ferrailles).
- 2021 : Fermeture de la face avant de la « cascade »
- 2022 : Étanchéité de la porte en bas de la « cascade » et de tous les petits passages de bruit autour de celle-ci.
- 2023 : Mise en place d'un caisson autour des deux ventilateurs + mise en place d'un caisson autour des groupes hydrauliques.

Ces différentes mesures correctives ont permis de porter l'émergence en ZER-1 de 15,5 dB(A) mesurée en 2019 à 6,5 dB(A) en 2023 et le niveau de bruit en LIM-3 de 64 dB(A) à 58 dB(A).

Étant donnée la persistance de ces dépassements, l'exploitant a indiqué dans son porter à connaissance déposé en 2023, la future construction d'un mur anti-bruit en limites Nord et Sud du site.

Lors de la visite il a été constaté le début des travaux de construction du mur en limite Nord (sur le plus pertinent au regard des dépassements), l'armature du mur est entièrement posée, il ne manque plus que les panneaux d'isolation. L'exploitant indique que le fournisseur a rencontré des problèmes pour fournir des panneaux répondant au cahier des charges, ce qui nécessite donc un

délai supplémentaire de livraison estimé à janvier 2025 (courriel du fournisseur à l'appui). Il est donc prévu que la réalisation du mur anti-bruit soit terminée en mars 2025.

Une fois la construction du mur terminée, l'exploitant fera réaliser par un bureau d'études compétent des mesures de bruit en limite Nord et en zone à émergence réglementée ZER-1 à minima afin de vérifier le respect des niveaux sonores de son arrêté préfectoral. L'exploitant évaluera la pertinence de réaliser des mesures dans les autres limites et ZER par rapport à la périodicité de mesures prescrites.

Il veillera à prévenir l'inspection de la date de réalisation de ces mesures et à communiquer les résultats de ces celles-ci à l'inspection dès réception.

**Non-conformité n°1** : la dernière mesure de bruit met en évidence des dépassements en zone à émergence 1 et en limite de site 3. Étant donnée les mesures correctives conséquentes qui sont en cours de réalisation, il n'est pas proposé de suite administrative.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Une fois la construction du mur Nord terminée, l'exploitant réalisera des mesures de bruit en limite Nord et en zone à émergence réglementée ZER-1 afin de vérifier le respect des niveaux sonores de son arrêté préfectoral.

Il veillera à prévenir l'inspection de la date de réalisation de ces mesures et à communiquer les résultats de celles-ci à l'inspection dès réception.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 6 mois

**N° 5 : Récolement mise en demeure**

**Référence réglementaire** : AP de Mise en Demeure du 09/12/2022, article 2

**Thème(s)** : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux et gazeux

**Prescription contrôlée :**

La SAS FERS ET METAUX, exploitant une installation spécialisée dans la récupération de métaux ferreux et non ferreux, le transit de déchets industriels banals et spéciaux, sise Place de la Gare sur la commune de Fougerolles (70220), est mise en demeure de respecter, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement :

dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux annexes 3.1 X et 3.2 III de l'arrêté ministériel du 17/12/2019, en mettant en place une surveillance mensuelle sur les paramètres obligatoires pour les points de rejets concernés par le périmètre IED.

Rappel de l'annexe 3.1 X de l'AM du 17/12/2019 :

Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets.

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

- MES : 60 mg/l : mensuelle

- DCO : 180 mg/l : mensuelle
- COT : 60 mg/l : mensuelle

Rappel de l'annexe 3.2 III de l'AM du 17/12/2019 : Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets

Effluents gazeux :

- Poussières : 5 mg/Nm<sup>3</sup> ou 10 mg/Nm<sup>3</sup> lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable : semestrielle
- Retardateurs de flamme bromés, PCB de type dioxine, métaux, PCDD/F : annuelle (ne s'applique que si les substances sont pertinentes pour le flux d'effluent gazeux d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2)

Effluents aqueux : Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'effluents aqueux respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :

- Indice hydrocarbures : 10 mg/l : mensuelle
- Arsenic : 0,05 mg/l : mensuelle
- Cadmium : 0,05 mg/l : mensuelle
- Chrome : 0,15 mg/l : mensuelle
- Cuivre : 0,5 mg/l : mensuelle
- Nickel : 0,5 mg/l : mensuelle
- Plomb : 0,3 mg/l : mensuelle
- Zinc : 2 mg/l : mensuelle
- Mercure : 5 g/l : mensuelle

#### Constats :

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a communiqué son dernier rapport d'analyse du rejet aqueux lié au broyeur (concerné par la directive IED), appelé le rejet n°7 : rapport du laboratoire MAPE du 10/09/2024.

L'ensemble des paramètres requis par la réglementation IED font bien l'objet d'une analyse mensuelle et aucun dépassement n'a été mesuré.

Concernant la mesure des rejets atmosphériques (qui ne faisaient pas l'objet de la mise en demeure), l'exploitant a communiqué le rapport de la dernière mesure réalisée le 31/03/2023 par le laboratoire MAPE. Cette mesure ne comprend pas les paramètres retardateurs de flamme bromés, PCB de type dioxine, COVT et PCDD/F. De plus, cette analyse date de plus de 6 mois.

L'exploitant a toutefois communiqué un bon de commande auprès du laboratoire MAPE en date du 29/10/2024 qui reprend bien l'ensemble des paramètres prescrit par l'arrêté ministériel du 17/12/2019 (dont ceux manquants dans la précédente mesure).

L'exploitant indique que la mesure est prévue le 9 décembre 2024.

**Non-conformité n°2 :** La dernière mesure des rejets atmosphériques du broyeur date de plus de 6 mois et ne comprend pas les paramètres retardateurs de flamme bromés, PCB de type dioxine, COVT et PCDD/F.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera à l'inspection les résultats de la mesure de ses rejets atmosphériques

|  |
|--|
| dès réception.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                      |

**N° 6 : Récolement mise en demeure**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/12/2022, article 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des sols  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SAS FERS ET METAUX, exploitant une installation spécialisée dans la récupération de métaux ferreux et non ferreux, le transit de déchets industriels banals et spéciaux, sise Place de la Gare sur la commune de Fougerolles (70220), est mise en demeure de respecter, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement :</p> <p>dans un délai de 23 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2011, en imperméabilisant tous les sols du site qui ne le sont pas, tout en garantissant le bon dimensionnement des séparateurs hydrocarbures et l'acceptabilité du milieu récepteur. Le délai intermédiaire pour respecter cette mise en demeure est le suivant : dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées un plan d'action avec un échéancier de réalisation des différentes zones à imperméabiliser auquel il devra se conformer.</p> <p>Rappel de l'article 4.3.2 de l'AP du 23/12/2011 : « En particulier l'ensemble du site est étanché. Les sols étanches sont profilés afin de collecter les eaux de ruissellement et de les diriger par l'intermédiaire d'un réseau interne à l'établissement, vers le traitement dont elles sont justiciables. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son rapport à connaissance, l'exploitant a communiqué un plan d'action pour l'imperméabilisation des différentes zones d'entreposage des déchets avec un planning de réalisation.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que tous les déchets sont entreposés sur des surfaces imperméabilisées. L'exploitant a présenté son nouveau plan des réseaux de collecte des eaux pluviales avec désormais la présence de 6 séparateurs hydrocarbures.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure  |

**N° 7 : Rétention des eaux en cas de sinistre**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11 IV |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vannes d'isolement                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p>                              |

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

[...]

#### Constats :

Au regard des modifications des surfaces imperméabilisées, une mise à jour du volume d'eau lié aux intempéries a été réalisée dans le dossier, chaque secteur ayant une gestion indépendante des eaux pluviales. En prenant en compte ces modifications, l'exploitant a calculé (via le formulaire D9A) que le volume total d'eaux à confiner en cas d'incendie (besoins en eaux d'extinction et volume d'eau lié aux intempéries) est de 390 m<sup>3</sup>. L'exploitant indique que ce volume d'eau est confiné sur les surfaces imperméabilisées de l'établissement après fermeture de la vanne en aval des séparateurs d'hydrocarbures, le revêtement de sol étant réalisé en pente avec une collecte au centre de la plateforme (plan des pentes et volumes recueillis fournis dans le dossier).

Lors de la visite, la trappe de visite du séparateur n°4 a été ouverte par l'exploitant et il a été constaté la présence de l'obturateur pour les hydrocarbures. Après transmission de la documentation technique de ce séparateur et échanges avec l'exploitant après la visite, il s'avère que les séparateurs disposent d'un by-pass en cas d'orage. Suite aux questionnements de l'inspection, l'exploitant a pris contact avec le fournisseur des séparateurs hydrocarbures qui confirme que le by-pass n'est pas condamné par l'obturateur. Dès lors les eaux d'extinction ne permettent pas d'être confinées par les dispositifs en place.

L'exploitant a le lendemain de la visite fait le tour de tous ses dispositifs et des rejets direct au milieu. Il indique par courriel du 22/11/2024 :

- la mise en place prochaine de vannes au niveau de chaque rejet.
- après réalisation, le plan des réseaux sera mis à jour.
- le personnel sera formé à la manœuvre, un protocole sera rédigé et affiché au bureau avec photo des installations (vannes) pour manœuvre rapide en cas d'incendie.

**Non-conformité n°3 :** le site ne dispose pas de moyens de confinement des eaux d'extinction.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 9 mois, l'exploitant assurera par les moyens de son choix, le confinement des eaux en cas de sinistre sur son site. Les vannes seront reportées sur le plan des réseaux et le personnel devra être formé à leur manœuvre. Des tests réguliers de fonctionnement devront également être mis en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 9 mois

N° 8 : Liste des substances PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

|  |
|--|
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>   |
| <b>Constats :</b> <p>Plus connues sous le nom de PFAS, les per- et polyfluoroalkylées sont des substances aux propriétés chimiques spécifiques, utilisées dans de nombreux domaines industriels et produits de la vie courante.</p> <p>L'action ministérielle traduite par l'AMPG du 20 juin 2023 a pour objectif d'identifier qui rejette quoi et en quelle quantité.</p> <p>Cet arrêté s'applique à la société Fers et Métaux en application de son article 1-I dans la mesure où il relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2791 pour le traitement des métaux (broyeur).</p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé un inventaire des produits qu'il utilise sur son site et avoir conclu à l'absence de PFAS. Dès lors, seuls les 20 paramètres obligatoires ont été analysés. Or, il n'a pas réalisé cet inventaire sur les déchets entrants du broyeur et ne peut donc pas présenter de liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation.</p> <p>Il a indiqué avoir mandaté un laboratoire pour réaliser des analyses sur les 20 paramètres PFAS obligatoires mais ne s'est pas questionné sur les 8 paramètres facultatifs.</p> <p>Il indique qu'il est très compliqué de déterminer une liste des PFAS susceptibles d'être lessivés par les eaux pluviales sur les déchets, dès lors il va mandater son laboratoire pour procéder aux analyses des 8 paramètres facultatifs afin d'avoir un état des lieux.</p> <p><b>Non-conformité n°4 :</b> L'exploitant n'a pas présenté de liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation.</p> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant veillera à fournir dans un délai de deux mois, la liste des PFAS qui seront analysés avec les justificatifs correspondants (devis). Il saisira les résultats des campagnes des 3 mesures sur GIDAF dès réception.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois  |

**N° 9 : Réalisation des campagnes d'analyse**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3                 |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

|   |
|---|
| <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le prélèvement a été réalisé au niveau du point de rejet n°7 qui concerne les eaux pluviales du secteur lié au traitement des déchets métalliques (broyeur à métaux).</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 10 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le prélèvement a été réalisé par le laboratoire MAPE accrédité FD T 90-523-2.<br/>Les analyses ont été réalisées par le laboratoire IANESCO Poitiers qui fait l'objet d'une accréditation COFRAC n°1-6209.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 11 : Prélèvement et analyses PFAS**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Contrôle documentaire</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : rubrique 2791 - 9 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>  |

|   |
|---|
| L'exploitant a communiqué les rapports d'analyses pour les prélèvements réalisés le 08/02/2024, le 26/02/2024 et le 18/03/2024. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 12 : Déclaration des résultats GIDAF**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. |
| <b>Constats :</b><br><br>Les résultats des trois campagnes ont bien été saisis sur GIDAF et transmis à l'inspection par ce biais.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 13 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R511-9, L512-1, L512-7 & L512-8  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Classification de l'installation contrôlée  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>R511-9 : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.<br><br>L512-1 : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1er.<br><br>L512-7 : I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.<br><br>L512-8 : Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. |
| <b>Constats :</b>  |



|  |
|--|
| <p>L'exploitant ne dispose pas de l'agrément pour les DEEE et n'est pas classé au titre de la rubrique 2711 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques).</p> <p>Il indique toutefois recevoir ce type de déchets sur le site dans deux cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rebus de tri : il peut arriver que des DEEE soient présents dans les bennes de déchets métalliques récupérés sur le site. Lors du tri réalisé au grappin, les agents extraient le DEEE et le mettent de côté pour démontage.</li> <li>- récupération de petites quantités auprès des entreprises en même temps que les autres déchets. Les DEEE sont alors récupérés et démontés.</li> </ul> <p>Le démontage réalisé par l'exploitant consiste à extraire le cuivre et les cartes électroniques. Lors de la visite terrain (non exhaustive), aucun DEEE n'a été constaté sur le site. Toutefois, il a été constaté une benne de 30 m<sup>3</sup> destinée aux cartes électroniques.</p> <p>D'après les constats visuels réalisés lors de la visite sur le site, le seuil de classement pour la rubrique 2711 de 100 m<sup>3</sup> de DEEE n'est pas atteint.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 14 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'application Trackdéchets est utilisée par l'exploitant.</p> <p>Sur la période du 01/01/2023 au 04/11/2024, il a émis 32 bordereaux de déchets dangereux pour un poids de 119,43 tonnes.</p> <p>Les déchets dangereux principaux générés par l'entreprise sont les batteries (code déchets 16 06 01*) pour un tonnage total sur cette période de 107,06 tonnes et les déchets d'origine minérale contenant des substances dangereuses (code 16 03 03*) correspondants aux déchets des séparateurs hydrocarbures.</p> <p>Les seuls bordereaux de déchets dangereux entrants sont les batteries dans le cadre de son activité de regroupement de déchets dangereux (rubrique 2718).</p> <p>D'après le registre des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 94 tonnes de batteries entrants en 2023 et 97 t entrants en 2024 soit 191 t au total alors que trackdéchets donne 107 t.</li> <li>- 182,7 sortants en 2023/2024 alors que Trackdéchets donne 70,74 t.</li> </ul> <p>L'exploitant indique que ces différences sont dues aux batteries en transit sur le site (90 tonnes</p> |

autorisées).

Il convient que l'exploitant réalise une traçabilité plus précise de ses tonnages de batteries afin d'avoir un état des lieux précis des tonnages de batteries entrantes, sortantes et en transit sur le site.

Concernant les déchets provenant des séparateurs hydrocarbures, ils sont référencés sous le code 16 03 03\* dans Trackdéchets mais sous le code 07 07 07\* dans le registre déchets excel de l'entreprise.

Le code déchet 16 03 03\* correspond aux déchets d'origine minérale contenant des substances dangereuses.

Le code déchets 07 07 07\* correspond aux résidus de réaction et résidus de distillation halogénés. L'exploitant indique qu'il s'agit d'une erreur de saisie du code déchets dans le registre excel par son secrétariat. Il précise qu'un point sera réalisé avec les personnes en charge de ce suivi pour uniformiser les registres.

L'inspection alerte l'exploitant sur la pertinence du code déchets utilisés. En effet les codes déchets 13 05 02\* (boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures) et 13 05 07\* (eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures) semblent plus appropriés. L'exploitant pourra utilement prendre contact avec l'installation de traitement de ses déchets pour discuter de ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 15 : Contrat avec un éco-organisme

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé

##### **Prescription contrôlée :**

I. - Au sens du présent article, on entend par :

1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

#### **Constats :**

L'obligation de contractualisation directe avec un éco-organisme agréé ou un système individuel agréé prévue à l'article R.543-200-1 du code de l'environnement s'applique à tout opérateur de gestion de DEEE

Des DEEE sont gérés par le site mais l'exploitant ne dispose pas de contrat avec un éco-organisme.

**Non-conformité n°5 :** l'exploitant gère des DEEE sur son site (collecte et démontage) mais n'a pas contractualisé avec un éco-organisme.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à réaliser les démarches nécessaires (contrat avec éco-organisme) dans un délai de deux mois pour régulariser sa situation et permettre la gestion des DEEE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 16 : Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

#### **Prescription contrôlée :**

Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :

- pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraissseurs;

- couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- \* la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation;

|  |
|--|
| <p>* l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;</p> <p>* l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).</p> <p>Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ; -les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;</li> <li>-les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;</li> <li>-elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite terrain, il n'a pas été constaté de DEEE. L'exploitant indique réaliser les opérations de démontage sous un hangar et sur surface imperméabilisée.</p> <p>Il a toutefois été constaté que les cartes électroniques sont entreposées dans une benne sur surface imperméabilisée mais pas à l'abri des intempéries.</p> <p>De plus, les DEEE ne font pas l'objet d'un suivi spécifique et semblent englobés dans les déchets de métaux. Ils doivent faire l'objet d'une pesée spécifique.</p> <p><b>Non-conformité n°6 :</b> La gestion des DEEE ne respecte pas l'intégralité des exigences de transit, regroupement et tri prévus par la réglementation.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à justifier, dans un délai de 2 mois, des actions correctives permettant la conformité de son site aux exigences de gestion des DEEE.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>   |